Concours D1

ENS Rennes

Annales 2018

de l'épreuve orale d'admission

« Entretien »

(1 sujet par page)

Depuis l'Antiquité, la question animale est stratégique. Les humains se sont distingués des animaux pour cerner ce qu'ils pensaient avoir en propre : la raison, le langage articulé. Pour moi, nos rapports aux animaux sont le miroir de ce que nous sommes devenus. Le système actuel de production de la viande reflète une société fondée sur l'exploitation sans limite des autres vivants. Le profit commande la réduction constante des coûts de revient, au mépris des animaux et du sens du travail humain. La dénonciation des conditions actuelles de vie et de mort des animaux s'inscrit dans un contexte plus large, lié à la critique d'un modèle de développement générateur de contre-productivités (sur le plan social et environnemental) et à une réflexion sur ce que pourrait être une société plus juste, dans laquelle les règles ne seraient pas déterminées pour le seul bénéfice des humains et même d'une minorité de personnes. Enfin, l'exploitation des animaux dans ces conditions et à cette échelle suppose une occultation de la réalité. Si les associations de défense des animaux, comme L214 et d'autres, ne montraient pas ce qui se passe dans les élevages intensifs et les abattoirs, le public penserait que la viande est produite sans causer de souffrance. La question animale est aujourd'hui l'un des volets de la remise en question d'un système que l'on peut appeler capitaliste, à condition qu'on ne le réduise pas à l'opposition entre patronat et salariés. Fondé sur l'exploitation illimitée des autres vivants, de la nature et même des nations par d'autres nations, il dégrade l'humain. Nos rapports aux animaux révèlent ce que nous acceptons de faire à des êtres qui sont différents de nous mais qui nous ressemblent aussi beaucoup, en raison de leur sentience - c'est-à-dire de leur capacité à ressentir la douleur, le plaisir ou la souffrance.

Un être sentient ressent des émotions, la joie, la peine ou la peur, de manière subjective ; c'est un soi vulnérable, un être individué, qui vit sa vie à la première personne. Il y a quelqu'un derrière la fourrure ou les plumes. L'animal n'est pas seulement un patient moral, qui aurait des droits mais resterait passif. C'est aussi un agent moral qui peut communiquer ses préférences et ses intérêts. Les plantes ont une sensibilité, elles subissent des dommages, mais on ne peut pas en parler comme des êtres sentients - ce qui ne veut pas dire qu'on peut en faire n'importe quoi. Le rapport aux plantes est un rapport de respect : elles ont aussi une valeur non instrumentale, mais on emploie le mot «justice» à propos des êtres sentients dont les intérêts devraient entrer dans la définition du bien commun. Pour que les animaux aient des droits, il faut que les humains les formulent. Cependant, le point de départ de ces droits, ce n'est pas notre point de vue mais l'agentivité des animaux. Leur existence nous oblige et pose des limites à ce que nous pouvons faire d'eux, à nos usages des ressources.

Parler de hiérarchie signifie que telle espèce est supérieure à telle autre. Certes, la vie de votre animal n'a pas la même importance que la vie de votre épouse. Mais, au lieu de parler de hiérarchie, il vaut mieux parler d'altérité. Quand le philosophe australien Peter Singer dénonce le spécisme, il dénonce l'injustice due au fait que seuls les intérêts des humains sont pris en compte et que les animaux sont de simples moyens au service de nos fins. Pour les non-spécistes, les animaux comptent, mais l'égalité de la prise en compte des intérêts des humains et des non-humains n'implique pas l'égalité de traitement.

Cela n'a plus de sens d'opposer le non-spécisme et l'humanisme. L'amélioration de la condition animale sera le fruit d'un humanisme rénové. C'est en partant des humains qu'on protège les animaux et la planète, parce que nous sommes ceux qui créent les plus grands dommages, mais aussi parce que la justice envers les animaux et le volontarisme politique qu'elle exige supposent une évolution morale et une transformation du sujet, qui sont en cours et qu'il s'agit d'accompagner. On ne dira jamais assez ce que l'on doit à la tradition des droits de l'homme. On doit cependant les réinterpréter et reconfigurer les grandes catégories éthiques et politiques à l'aune des défis actuels, comme on le voit avec le principe de non-nuisance : les dommages à autrui ne concernent plus seulement nos contemporains et les générations futures vont subir des pertes irréversibles. S'agissant de la question animale, Claude Lévi-Strauss disait, à la fin du Regard éloigné, dans un texte intitulé «Réflexions sur la liberté», que les droits fondés sur l'individu atteignent une limite quand ils mettent en danger la survie d'une autre espèce. Moi, je ne parle pas seulement de la biodiversité, mais aussi des animaux comme êtres vivants.

Le confort intellectuel commande de considérer Céline comme un extrémiste délirant et, au besoin, de distinguer son œuvre littéraire de ses fameux pamphlets. Mais Céline n'a jamais fait autre chose que de porter jusqu'à l'incandescence les matériaux utilisés avant lui dans la littérature française. Car l'antisémitisme fut, en France, un critère de distinction, marquant l'adhésion à une élite gardienne d'une identité française enracinée dans le sol. Il n'émerge pas en réaction à des événements réels, et n'attend pas de dénicher un supposé traître à la patrie. Car Edouard Drumont précède de près de dix ans la «découverte» du bordereau qui servira à accuser un officier juif de trahison. Il présente en 1885 le manuscrit de la France juive à Alphonse Daudet, qui le relit et le corrige. La France juive paraît à compte d'auteur chez Flammarion en 1886, quand Alfred Dreyfus n'est qu'un jeune officier d'artillerie tout frais sorti de Polytechnique. Non seulement l'antisémitisme de Drumont ne naît pas du soupçon de culpabilité, mais il lance une idéologie nouvelle associant le nationalisme et la haine du juif. Drumont fournit une explication au pays marqué par la défaite de 1870, en attribuant son abaissement à la cupidité des juifs, pillant sans vergogne la nation. Le juif pèse «sur l'ouvrier révolutionnaire et le conservateur chrétien». Le premier ne reconnaît pas son véritable exploiteur, la banque juive, le véritable capitaliste caché derrière les patrons ; le second se voit dépouillé de ses traditions, tant par les lois laïques que par les mœurs façonnées par le commerce au profit des juifs. Et Drumont n'est pas un enragé isolé, un populiste maudit. L'ami intime de son mécène Alphonse Daudet, Edmond de Goncourt, exprime dans son journal un antisémitisme viscéral.

L'antisémitisme devient alors une sorte d'obligation intellectuelle, d'évidence. Les faits n'ont aucune importance. Barrès exprime d'un mot une pensée largement partagée dans le monde des lettres : «Dreyfus est coupable, je le déduis de sa race.» Charles Maurras pousse un peu plus loin le raisonnement de Barrès. La République, cette «gueuse», est un système pourri parce qu'elle traite les juifs à égalité avec les Français. L'antisémitisme, dogme absolu, survit à la découverte du véritable coupable des forfaits dont Dreyfus a été accusé à tort. L'union sacrée de 1914 n'entame nullement l'antisémitisme de l'Action française. Qu'importent les faits, décidément. Les Français se mêlent dans les tranchées, sans distinction d'origine ou de religion. Mais, au sortir de la Grande Guerre, le juif demeure, pour Maurras, le traître par essence, le Boche. L'antisémitisme demeure une distinction littéraire. Il revient en force dans les crises de l'entre-deux guerres. Non content d'incarner le capitalisme, le juif porte le communisme par les premiers bolcheviks et le socialisme français par Léon Blum. Il est responsable de toutes les turpitudes intellectuelles, la psychanalyse par Freud, l'art contemporain par les galeristes et les acheteurs juifs. L'antisémitisme s'affiche toujours dans l'Action française et dans de nombreux journaux comme Gringoire, dont le directeur, Henri Béraud, écrit tranquillement : «Faut-il être antisémite ? En conscience, je réponds oui.»

Céline, qui ne s'était pas affirmé antisémite dans Voyage au bout de la nuit, prix Renaudot en 1932, publie Bagatelles pour un massacre, chez Denoël, en 1937. Une surprise désagréable pour la critique de gauche qui avait encensé le Voyage, quand Maurras le rangeait au rayon de la littérature décadente. Aragon avait fait publier Céline en URSS et l'avait convaincu de se rendre au pays des Soviets. Mais Bagatelles pour un massacre s'inscrit dans le droit-fil de l'antisémitisme éradicateur qui s'exprime, sans discontinuer, de Drumont à Maurras.

L'annonce d'une prochaine édition des pamphlets de Céline a soulevé un tollé qui a conduit les éditions Gallimard à suspendre le projet. Mais l'antisémitisme de Céline se situait dans le droit-fil d'une abondante littérature, dont les rééditions sont jugées nécessaires à la connaissance de l'histoire. La polémique soulevée par l'annonce de l'édition des pamphlets tenait moins au caractère particulièrement violent de Céline qu'au retour violent de l'antisémitisme dans la société française. Comme l'on sait, la haine ne se contente pas d'alimenter les sites Internet. Des juifs ont été assassinés en France parce que juifs, qu'ils soient victimes de crimes crapuleux comme Ilan Halimi ou du terrorisme comme les enfants et le professeur de l'école juive de Toulouse et les clients de l'épicerie de la porte de Vincennes.

En 1927, Brancusi fait scandale. Son « Oiseau dans l'espace » arrive au port de New York et les douanes, considérant qu'il s'agit d'un objet industriel, lui refusent le statut d'œuvre d'art. Cette affaire tournera à l'avantage de Brancusi et à la reconnaissance de la spécificité de l'art abstrait. L'art s'émancipe de la représentation, en quelque sorte de l'« objet ». Aujourd'hui, il est en train de s'émanciper du « sujet ». C'est précisément le propos de l'exposition « Artistes et robots » réalisée par Jérôme Neutres dans le cadre de l'exposition internationale « Astana 2017 », puis développée au Grand Palais. Peut-on encore qualifier d'« œuvre d'art » la production de machines qui échappe à tout contrôle ? Dès lors la question qui se pose est de savoir si l'art qui ne dépend plus pour exister ni de l'objet ni du sujet présente un critère qui permet encore de l'identifier.

Une réponse possible est que l'œuvre d'art ne se définit pas par rapport à son objet ou à l'artiste mais par rapport à la personne qui la regarde. Est « art » ce qui procure une émotion artistique à celui qui contemple une œuvre. Oscar Wilde ne disait-il pas que « La beauté est dans les yeux de celui qui regarde » ? Peu importe qu'il s'agisse là de la création/production d'une personne, d'un robot, d'un ordinateur ou d'un algorithme. L'homme n'est plus seul au centre de la création artistique.

Une fois la question artistique, voire même philosophique résolue, reste celle du droit. Du point de vue juridique, pour des raisons qui tiennent à la fois au droit de propriété et à la notion d'originalité, critères sur lesquels repose le commerce de l'art, les choses sont plus complexes. Si une machine de manière autonome créée une œuvre d'art, à qui appartient-elle ? Au créateur du robot ? À son propriétaire ? À son utilisateur ? À l'ingénieur qui l'a programmée ? Au technicien ou au quidam qui a procédé à des réglages ? Nous ne sommes pas dans une matière analogue à la photographie où le photographe est l'artiste. Ici la conception, l'approche originale donc la création, émanent de la machine elle-même.

Du point de vue du droit de propriété, la seule issue possible serait selon nous de conférer une personnalité juridique au robot. C'est cette approche qui a prévalu lorsque le droit a reconnu aux entreprises humaines la qualité de personnes morales. Aujourd'hui, c'est la forme imposée de la vie des affaires et il ne viendrait à personne l'idée de contester le droit de propriété d'IBM ou de Microsoft. Lorsque le robot « crée » une œuvre, il serait très complexe pour les raisons que nous avons évoquées, de déterminer la part de cette œuvre qui relève de tel ou tel intervenant. Il est bien plus simple de dire une fois pour toutes que le robot est propriétaire en tant que « personne » de ce qu'il produit, et que le robot lui-même, à l'instar d'une société détenue par un ou plusieurs actionnaires, est la propriété de personnes physiques, de personnes morales, et pourquoi pas d'autres robots.

Vendre une œuvre, c'est avant tout affirmer son originalité. Comment le droit de l'art peut-il appréhender l'œuvre créée par une machine au regard de cette exigence d'originalité ? Les machines peuvent de nos jours créer non seulement des œuvres à la manière de mais aussi parfaitement inédites et, si l'on accepte cet adjectif pour une production non humaine, originales. C'est justement autour de cet adjectif que risque de se nouer un contentieux insoluble.

Nous avons en effet tendance à réfléchir à partir de conceptions erronées concernant l'art et le droit où, par méconnaissance des pratiques, nous continuons de ne croire « original » que ce qui émane de la main de l'artiste. À peine tolérons-nous qu'une œuvre multiple soit produite, mais il nous faut tout de suite nous rassurer en retrouvant la main de l'artiste à travers la notion de « moule original ». Au lieu de cristalliser une description autour d'un qualificatif comme « original », dont on voit bien qu'il est aujourd'hui obsolète, l'essentiel du point de vue juridique est de s'assurer que le public est totalement informé des caractéristiques d'un objet et ce, afin qu'il puisse se faire une opinion subjective – original/non original ? – à partir d'éléments objectifs.

Après tout, est-ce bien à un juge de se prononcer sur l'originalité d'une œuvre d'art créée ou non par un robot ? Il appartient en revanche au juge de déterminer si l'acheteur a été trompé sur les qualités objectives et vérifiables d'un objet.

Attaqués par des entreprises, des politiques, voire leurs propres collègues, de plus en plus d'universitaires se retrouvent au tribunal pour diffamation. De l'amphithéâtre au tribunal. Des manuels scolaires aux procès-verbaux. Nouveau signe d'une tendance plus large : l'intervention, de plus en plus fréquente, de la justice dans les enjeux de recherche et les débats scientifiques. Or, *«si la loi doit servir de cadre de référence à la recherche, alors c'est le juge qui décide de ce que le chercheur a le droit de dire et de publier»*, écrit l'historienne Catherine Lutard-Tavard, qui a fait les frais de poursuites devant les tribunaux il y a quelques années.

On assiste aujourd'hui à une *«montée en puissance de la judiciarisation de la recherche et de la controverse scientifique»*, comme le notait la revue Socio dans un excellent dossier intitulé «Chercheurs à la barre».

Il y a dix ans déjà, l'historien Olivier Grenouilleau avait dû faire face à une plainte pour négation de crime contre l'humanité venue du Collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais et Mahorais. Dans un entretien au Journal du dimanche, il avait marqué son désaccord avec la loi Taubira, qui reconnaît la traite des Noirs comme un *«crime contre l'humanité»* : *«Les traites négrières ne sont pas des génocides,* disait-il. *La traite n'avait pas pour but d'exterminer un peuple. L'esclave était un bien qui avait une valeur marchande qu'on voulait faire travailler le plus possible. Le génocide juif et la traite négrière sont des processus différents.»* Emmenés par l'historien Jean-Pierre Azéma, plusieurs centaines d'enseignants et de chercheurs soutiennent alors la liberté d'expression de l'historien menacée par les lois mémorielles, dans une pétition lancée dans Libération. Le Collectif des Antillais, Guyanais, Réunionnais et Mahorais abandonne finalement ses poursuites.

Depuis, ce sont notamment les poursuites en diffamation qui se sont développées. Au nom de l'honneur bafoué d'un politique ou de l'image écornée d'une entreprise, des chercheurs doivent se défendre contre des accusations d'incompétence ou de partialité, comme le soulignent Laëtitia Atlani-Duault et Stéphane Dufoix, qui ont dirigé le dossier de Socio. L'économiste Bruno Deffains a ainsi été poursuivi par le patron de Free, Xavier Niel, pour *«dénigrement»*. Dans l'étude très médiatisée qu'il avait menée, cet enseignant à Assas estimait que l'arrivée de l'opérateur Free dans la téléphonie mobile supprimerait plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Le tribunal de grande instance de Paris a finalement débouté Xavier Niel... mais entre-temps, l'économiste a vu des policiers débarquer à son domicile pour saisir ses fichiers informatiques.

Autre affaire - cette fois en lien avec le monde politique : les interminables poursuites du politiste Alain Garrigou par Patrick Buisson, alors conseiller du président Sarkozy. Dans une interview donnée à Libération, le professeur de sciences politiques à l'université Paris Ouest-Nanterre analyse les sondages commandés par l'Elysée à l'institut Opinion Way. Il tonne : *«Soit [Buisson] est un escroc, soit c'est un petit soldat qui constitue un trésor de guerre pour payer des sondages durant la prochaine campagne électorale sans que ce soit visible dans les comptes de campagne du futur candidat Sarkozy.»* Là encore, les collègues d'Alain Garrigou le soutiennent et l'Association française de science politique (AFSP) écrit dans un communiqué : *«Face à la multiplication des actions judiciaires ou disciplinaires visant des enseignants et chercheurs spécialistes de la vie politique contemporaine, l'association rappelle que, comme celle de la presse, "la liberté scientifique ne s'use que si l'on ne s'en sert pas".»* Les juges reconnaîtront finalement le caractère diffamatoire des propos d'Alain Garrigou, mais débouteront Patrick Buisson, au nom de la bonne foi du politiste.

Les poursuites judiciaires conduisent à dénigrer les chercheurs qui veulent verser leur savoir, parfois dérangeant, dans le débat public, mais aussi à décourager les plus jeunes de se lancer dans des domaines de recherche polémiques. Aux Etats-Unis, ces procès ont pris d'énormes proportions et les firmes composent leurs propres collèges de chercheurs pour porter la contradiction, devant les juges, à ceux qu'ils attaquent. C'est ce que l'historien Robert Proctor appelle l'*agnotology,* ou comment les avocats de grandes entreprises ont créé, avec des chercheurs, une nouvelle *«science»*, dans le but de produire de l'*«incertain»*.

Dans son vaste plan de conquête du monde, le bien-être est un secteur auquel Google ne s'était pas encore attaqué. L'aide à la déconnexion est affichée comme l'un des nouveaux chevaux de bataille du géant du web: désormais, un tableau de bord permettra aux utilisateurs d'Android P de surveiller le temps passé sur chaque application mais aussi de voir combien de fois le téléphone est déverrouillé, combien de notifications il reçoit... et de réguler cette sollicitation frénétique du smartphone. Google reprend ainsi une fonctionnalité de productivité bien connue : les bloqueurs d'applications, qui empêchent l'accès à un service particulièrement addictif durant un temps déterminé au préalable.

Il peut sembler paradoxal que les fautifs eux-mêmes dénoncent les effets dont ils chérissent les causes. Le mythe de la déconnexion est pourtant un sujet fabriqué par la Silicon Valley, qui n'est plus à un paradoxe près: les enfants de cadres de grandes entreprises technologiques y fréquentent des écoles déconnectées et la légende veut que Bill Gates et Steve Jobs eux-mêmes ont interdit les tablettes à la maison. La question de la déconnexion a d'abord été très liée à des normes sociales pour marquer la différence entre ceux qui étaient éduqués à la technologie et ceux qui ne l'étaient pas, ceux qui avaient les moyens de s'en passer et ceux qui n'avaient pas le choix.

Les technocritiques s'attaquent désormais surtout aux questions ayant trait à la fatigue, au burn-out et à la perte de productivité causée par ces outils désormais communs. Ce sont précisément ces éléments de langage que Google reprend pour introduire ces nouvelles fonctionnalités. Google est loin d'être la première entreprise à revenir sur sa création et à formuler de bonnes intentions à l'égard de notre sommeil ou de la façon dont nous gérons notre temps de travail ou de loisir. Mark Zuckerberg lui-même avançait récemment dans ses vœux la nécessité de s'intéresser davantage à la façon dont nous occupons notre temps en mentionnant «Time Well Spent». Cette initiative, créée par un ancien cadre de Google, alimente dans la Silicon Valley et ailleurs les débats autour du «mal» qu'aurait engendré cet empire des technologies.

Le succès du «déconnexionnisme» est tel que les offres de «digital detox» payantes se sont multipliées, tout comme les entreprises spécialisées. Time Well Spent est devenue une vraie petite entreprise facturant des formations sur le sujet au sein... de Google, notamment, où Tristan Harris dénonce aux cadres qui les ont créées leurs propres stratégies pour instaurer une «économie de l'attention»: utiliser des icones aux couleurs vives, créer le système du scroll-infini, avoir recours aux théories comportementales du nudge et "guider" les utilisateurs à accepter toujours plus de notifications.

La déconnexion n'est pas qu'une mode ou un mouvement des élites technologiques. Le premier domaine dans lequel l'excès de connexion a été strictement encadré est en fait celui du travail. Voté dans le cadre de la loi Travail, dans le nouvel article L2242-8 du Code du travail, ce droit à la déconnexion est entré en vigueur au 1er janvier 2017.

Mais la question du travail a progressivement été écartée des débats sur la déconnexion. «Les applications de déconnexion existent depuis plusieurs années. Elles étaient auparavant rangées dans la catégorie «productivité» sur les magasins d'applications, et sont désormais passées dans la catégorie «bien être»» note ainsi Antonio Casilli, professeur de sociologie, pour qui la question de la déconnexion n'a pourtant pas tant à faire avec le bien-être que mettent en avant les équipes marketing de Google. «Leurs nouvelles fonctionnalités prétendent nous libérer de l'injonction à l'hyper-connexion qu'elles ont elles-mêmes créée. Mais leur réponse reprend toutes les métriques de la productivité: temps d'affichage, nombre de clics... Elles installent une énième couche d'attention pour nous faire intérioriser le fait qu'une fois que nous sortons de ce mode de déconnexion, nous devons répondre à tant de mails en tant de secondes autorisées».

En attirant l'attention sur cette question de l'hyper-connexion, Google ou Facebook trouvent aussi un bon sujet de préoccupation collective autour de la réglementation des technologies. Un sujet nettement moins fâcheux, par exemple, que celui des données personnelles qu'ils exploitent. Et un sujet qu'ils peuvent maîtriser, sur lequel ils peuvent imposer leurs normes et leurs discours. Avec ces nouvelles fonctionnalités de contrôle sur lesquelles Google a pleinement la main, le géant s'arroge ainsi le droit de devenir celui qui contrôle où et comment l'attention est répartie, tout en laissant l'impression à l'utilisateur de recouvrer sa liberté. Alors qu'il l'empêche un peu plus de partir.

Les chercheurs Dennis McCarthy et June Schlueter préparent un nouveau livre dans lequel ils avancent, grâce à des analyses littéraires et en s'aidant de logiciels de détection de plagiat, que l'œuvre oubliée intitulée *A Brief Discourse of Rebellion and Rebels*, par un certain George North, auteur tombé encore plus profondément dans les oubliettes de la littérature que son ouvrage, a servi de source d'inspiration cruciale pour onze des principales œuvres du célèbre poète et dramaturge anglais. Même s'ils ont utilisé des logiciels de détection de plagiat pour faire cette découverte, McCarthy et Schlueter sont très clairs: ils n'accusent pas Shakespeare de plagiat. Ils avancent seulement que les écrits de North ont été une source d'inspiration pour lui.

Ils n'ont nul besoin de se donner cette peine. Selon nos critères à nous, Shakespeare, qui a vécu bien avant l'avènement de la notion moderne de paternité des œuvres, était un plagiaire en série.

La découverte de l'influence de North sur Shakespeare est une occasion bienvenue de se souvenir de la manière dont fonctionnaient les rouages du génie de Stratford-upon-Avon, et à quel point ses méthodes étaient éloignées de nos propres idées de grandeur artistique. Shakespeare n'est pas le grand inventeur de la littérature occidentale... mais plutôt son grand héritier. Il empruntait des intrigues, des idées, des personnages, des thèmes, des philosophies et parfois quelques passages à des sources qui allaient des *Vies parallèles* de Plutarque aux *Chroniques* d'Holinshed en passant par les *Essais* de Montaigne et les pièces de théâtre de ses contemporains. Il s'est retourné maintes fois vers la Rome antique, trouvant l'inspiration chez Ovide, Sénèque, Plaute et d'autres encore.

Rien de tout cela ne doit diminuer l'estime que nous portons aux œuvres de Shakespeare. Ni d'ailleurs les preuves de plus en plus nombreuses qu'il utilisait parfois des collaborateurs qu'il ne mentionnait pas. Shakespeare ne s'est pas contenté de reproduire fidèlement ses sources –il les a contestées et les a subverties, les a réarrangées de manière peu conventionnelle et leur a apporté de substantielles modifications. Il arrivait bien souvent qu'il rende ses pièces bien plus complexes que ses sources.

Ce n'est généralement pas de cette manière que nous avons l'habitude de penser Shakespeare, ni d'ailleurs, étant donné le nombre limité d'heures d'enseignement et l'accent mis sur la lecture au plus près des textes, de cette manière qu'il est enseigné. Beaucoup des pièces de ses prédécesseurs sont perdues. Et ses pairs, les autres dramaturges élisabéthains, sont loin d'être suffisamment lus, enseignés ou publiés, ce qui rend plus difficile de voir les connexions entre son travail et celui de ses contemporains. Même lorsque les sources de Shakespeare sont mentionnées, on consacre rarement beaucoup de temps à les lire pour en dégager clairement l'influence. En nous intéressant à ses sources, nous pouvons voir ce qu'il a gardé, ce qu'il a coupé et ce qu'il a changé. En examinant son contexte, nous pouvons voir les débats et les moments culturels auxquels il réagissait. Ce qui émerge lorsqu'on fait cela, c'est à la fois une appréciation plus riche des pièces et une vision plus terre-à-terre de leur auteur. Shakespeare n'était pas un dieu et il n'était pas unique, même s'il était le meilleur. C'était un artiste qui réagissait à son époque comme le font véritablement les artistes: en s'ouvrant aux influences et en créant grâce aux matériaux qui les entourent.

Il y a aussi un côté pratique à son œuvre. Il écrivait pour une compagnie, ce qui signifie qu'il le faisait en fonction des talents et des limites particulières de ses acteurs. Il était prolifique, ce qui nécessitait de recycler des idées, des thèmes et des bouts de pièces. Et en tant que copropriétaire de sa compagnie, il lui fallait aussi s'adapter à des problèmes pratiques comme les tendances, la censure de l'État et le nécessité de remplir jusqu'à 3.000 sièges par soir.

Un homme d'affaires pas net qui griffonne furieusement ses pièces en attrapant tout ce sur quoi il peut mettre la main; voilà qui correspond moyennement à notre image d'Épinal du génie artistique. Nous préférons nous imaginer les génies comme des rock stars tourmentées, créant des innovations *sui generis* émergeant de leur esprit telle Athéna du front de Zeus.

Dans des films comme *Amadeus*, ce mythe de l'artiste génial est lui-même prétexte à la création d'une délicieuse œuvre d'art, lui-même prétexte à la création d'une délicieuse œuvre d'art mais ce n'est pas comme ça que fonctionne réellement la création artistique.

Le sociologue et politologue William Davies livrait pour le Guardian une intéressante tribune sur l'évolution de l'analyse de données. Pour lui, la capacité des statistiques à décrire le monde décline. Alors qu'elles devraient aider à l'argumentation, la confiance dans les statistiques a chuté, tant et si bien qu'elles semblent désormais alimenter la controverse et la polarisation des opinions. Trop factuelles, pas assez émotionnelles, en fait, on assiste plutôt à un rejet des chiffres, ces preuves quantitatives soupçonnées de toutes les manipulations. Pour lui, l'autorité déclinante de la statistique est au coeur de la crise de la « post-vérité ». Mais comment construire un monde partagé si nous ne sommes même plus d'accord sur sa mesure ?

La statistique a beaucoup servi au développement d'indicateurs pour les gouvernements. Le rôle de la statistique a été très important pour les gouvernements et pour la sphère publique, apportant des « preuves » à tous ceux qui pouvaient les utiliser. Davies montre que le défaut a souvent été d'être aveugles aux variabilités locales, au profit de l'uniformité. « Les statistiques ne permettent pas de saisir tous les aspects d'une population donnée. Il y a toujours un choix implicite dans ce qui est inclus et ce qui est exclu, et ce choix peut devenir une question politique à part entière (...).» La crise de la statistique n'est pas nouvelle rappelle pourtant William Davies, mais ce qui a changé, c'est la perte de légitimité des indicateurs. Ceux-ci sont restés le plus souvent globaux, peinant à montrer les différences régionales ou locales par exemple, alors que ces différences se sont exacerbées. « L'idéal de la Nation en tant que communauté unique, liée par un cadre de mesure commun, est de plus en plus difficile à soutenir. » Les indicateurs nationaux ou régionaux peinent à montrer le développement des inégalités territoriales. « La connaissance officielle devient de plus en plus abstraite de l'expérience vécue, jusqu'à ce que cette connaissance cesse pleinement d'être pertinente ou crédible. » Au Royaume-Uni par exemple, la très bonne tenue du taux de chômage masque la montée du sous-emploi ou de la main d'oeuvre indépendante, faisant que les chiffres ne semblent plus représenter certaines parts de la population.

Mais surtout, souligne le sociologue, les statistiques laissent la place aux données qui donnent une image du monde radicalement différente. Si les Big Data offrent des possibilités d'analyse quantitative inédites, elles mobilisent une autre forme de connaissance et un nouveau mode d'expertise. Il n'y a plus d'échelles fixes d'analyses ou de catégories, comme le soulignaient déjà très bien la philosophe Antoinette Rouvroy ou le sociologue Dominique Cardon. L'analyse de données permet de suivre les identités que les gens se donnent eux-mêmes plutôt que d'importer des classifications sur eux. « Il s'agit d'une forme d'agrégation adaptée à un âge politique plus fluide, où tout ne peut pas être renvoyé de façon fiable à quelque idéal de l'Etat-Nation gardien de l'intérêt public ». Le problème, c'est que nous ne sommes pas conscients, individuellement comme collectivement, de ce que ces données disent de nous. Il n'y a pas d'équivalent à l'Insee pour les Big Data.

Désormais, on a accès à des capacités à percevoir la psychologie de grandes populations, à l'image des analystes de données qui accompagnent désormais les politiciens en campagne... Mais, le principal problème pour Davies, c'est que ces Big Data, contrairement aux statistiques, ne sont pas accessibles à tous. Elles n'aident donc pas à ancrer le récit politique dans une réalité partagée. Si ce nouvel appareil quantitatif est adapté à la détection de tendances, d'humeurs... s'il sert très bien les directeurs de campagne et les spécialistes du marketing : ils sont beaucoup moins adaptés pour construire des revendications sans ambiguïtés, objectives, permettant de faire consensus comme le permettaient les statistiques. Pour le sociologue, cette crise statistique pose la question de notre récit commun et donc de la démocratie. Pour Davies, l'un des enjeux consiste à savoir comment ces Big data pourront être partagées avec le public. L'Institut Open Data, cofondé par Tim Berners Lee, fait campagne pour que les données soient accessibles au public, mais il a peu d'influence sur les sociétés privées qui les génèrent, les traitent et les stockent. Alors que les statistiques ont été un outil pour permettre à tout le monde de voir la société, l'analyse de données n'est aujourd'hui pas partagée. Pour Davies, une société post-statistique revient à privatiser l'information sur la société. Pour lui, l'enjeu à venir ne consiste pas à opposer une élite politique qui regarde les faits à une élite qui regarde les sentiments, mais entre ceux qui sont engagés pour le partage de la connaissance publique et ceux qui profitent de cette désintégration.

Avez-vous un profond respect des animaux et de leurs droits ? Avez-vous choisi de n'utiliser ni de consommer de produits d'origine animale pour des raisons éthiques ? Etes-vous végétarien ou végan pour des raisons éthiques ? Si vous répondez oui à l'une de ces questions, vos choix sont en passe d'être reconnus comme une « croyance » (creed) et protégés selon la législation sur les droits de l'homme en Ontario (Canada).
Engagée dans une procédure de révision des textes sur les droits de l'homme (Human Rights Code), la commission ad hoc de la province a rendu ses conclusions selon lesquelles « une croyance non religieuse qui influence de manière substantielle l'identité, la vision du monde et le mode de vie d'un individu, peut être considérée à l'égal d'une religion ». Autrement dit, les végans pourraient être assimilés à des catholiques ou à des bouddhistes et bénéficier des mêmes protections que celles en vigueur contre toute discrimination raciale, sexuelle ou religieuse.
Dans ses considérations, la commission ne mentionne pas spécialement le véganisme, mais ses adeptes ont été les premiers à se réjouir. Ainsi Camille Labchuk, directrice exécutive de l'ONG Animal Justice , qui milite en ce sens, précise sur son blog que, si la mesure était votée, « une école ou une université aurait l'obligation d'« accommoder » [to accommodate] tout étudiant en biologie qui refuserait de pratiquer une dissection animale en raison de sa croyance ; un employeur aurait l'obligation d'« accommoder » un salarié qui ne pourrait porter une tenue comportant des éléments d'origine animale (cuir, laine, fourrure, etc.) en raison de sa croyance ; un employeur devrait développer une culture d'entreprise n'excluant pas les végétariens ou les végans lors d'événements professionnels qui auraient lieu dans un steakhouse et offrant une solution alternative tenant compte de leur croyance ».
Les opposants à cette « équivalence droit de l'homme » accordée aux végans soulignent que c'est la porte ouverte aux scénarios les plus absurdes. Que va-t-on faire des allergiques au gluten, des intolérants au lactose ou de celui qui se fait embaucher dans un restaurant « BBQ » (barbecue) et se plaint de n'être pas « accommodé » ? Plus sérieusement, l'absence de menu végétarien à un séminaire d'entreprise relève-t-elle des droits de l'homme au même titre que la discrimination raciale ou la persécution religieuse ? Il est permis d'en douter et on cherche en vain des agressions ou des attentats antivégans commis par des terroristes carnivores.
Cette nouvelle foi végane a pourtant le vent en poupe (le glacier Amorino vient de sortir des sorbets 100 % végans), portée par des arguments imparables – lutte contre la souffrance animale, préservation de la planète, principes éthiques – qui s'attachent plus à détruire un mode de vie séculaire qu'à décrire un futur végan.
On peut aisément en imaginer les grandes lignes en se fondant sur le dogme : ni viande, ni poisson, ni lait, ni œufs pour s'en tenir aux seuls versets alimentaires. Ce qui signifie plus d'élevage, plus de pêche, plus d'aquaculture, plus de vaches dans les prés, plus de basse-cour dans les fermes. Ce qui entraîne la disparition des bouchers-charcutiers, des poissonniers, des pêcheurs, des conserveurs, des bergers, des fromagers, des pâtissiers, etc.
Et la perspective d'une alimentation à base de fruits et légumes, riz, algues, graines germées ou non, avec le soja comme principal gisement de protéines. Un univers de soupes, tofu et ersatz industriels bourrés d'additifs, tel le steak in vitro ou la mayonnaise sans œufs. Il faut effectivement avoir la foi pour y croire.

Pour le bicentenaire de son rejeton le plus célèbre, la ville de Trèves n'a pas lésiné. Expositions, colloques, concerts, pas moins de 600 événements sont programmés pour les mois à venir. Le clou des célébrations a eu lieu ce 5 mai, jour de la naissance de l'auteur du *Manifeste du parti communiste*, avec l'inauguration d'une statue en bronze de 5,5 m de haut figurant Karl Marx. Un cadeau du gouvernement chinois ! À Pékin, le président Xi Jinping en a profité pour réaffirmer son attachement au marxisme, qui, dit-il, est *« totalement adapté »* à la Chine. Et d'exhorter les membres du Parti communiste chinois à faire des théories marxistes *« un mode de vie »* et *« une recherche spirituelle » (sic)*.

Sur le thème « je crains les communistes, même quand ils font des cadeaux », l'AfD (Alternative für Deutschland), le parti d'extrême droite, s'est écrié : *« Déboulonnons Marx ! »* C'est le sort qui avait été réservé, il y a un peu moins de trente ans, lors de la réunification allemande, aux effigies géantes de Marx et de Lénine dans l'ex-RDA. Les régions où l'AfD recrute aujourd'hui ses plus gros bataillons d'électeurs.

L'Union des groupes de victimes de la tyrannie communiste s'est jointe aux protestations. Wolfram Leibe, le maire SPD de Trêves, prétend qu'il s'agit d' « un simple geste d'amitié » de Pékin, quand d'autres dénoncent une monnaie d'échange pour attirer les touristes et les investissements chinois.

Venu de son Luxembourg voisin assister aux cérémonies du week-end, Jean-Claude Juncker a volé au secours du grand barbu. *« Marx n'est pas responsable de toutes les atrocités dont ses héritiers supposés doivent répondre »,* plaide le président de la Commission européenne. Pas plus que Nietzsche et Wagner n'ont participé à la folie hitlérienne...

Mais tout le monde ne l'entend pas de cette oreille. Cent trente-cinq ans après sa mort, vingt-huit ans après l'effondrement de l'URSS et du « marxisme-léninisme », l'internationaliste le plus virulent de l'histoire - *« Prolétaires de tous les pays unissez-vous »* - continue de déchaîner passions et polémiques. Et curieusement son aura inspire beaucoup moins les classes populaires ou les milieux d'extrême gauche qu'elle ne retient l'attention des tenants les plus enthousiastes de la « mondialisation libérale », comme l'appellent ses détracteurs.

Ainsi *The Economist*, la bible des patrons et des hauts dirigeants des multinationales de la planète, de New York à Pékin, l'écrit sans ambages dans son édition du 5 mai : *« Deux siècles après sa naissance, Karl Marx reste, de façon surprenante, pertinent. »* Oh my God ! Certes, l'hebdomadaire étrille toutes les erreurs de prévision commises par le plus grand intellectuel fauteur de troubles du XIXe siècle. N'avait-il pas assigné à la philosophie *« d'améliorer le monde au lieu de se contenter de l'interpréter »* ? Avec ce résultat que *« les 40 % de l'humanité qui ont vécu sous des régimes marxistes pendant la plus grande partie du XXe siècle ont enduré famines, goulags et dictatures de parti »,* accuse *The Economist.* Mais, en même temps, *« il y a énormément à apprendre de Marx »,* insiste l'hebdomadaire : ses analyses sur *« le capitalisme par essence un système de rentes... le « précariat » de la main-d'oeuvre... l'émergence inévitable de monopoles »* dont Google et Facebook sont aujourd'hui l'incarnation, rappelle l'hebdomadaire britannique.

En France, Patrick Artus, qui n'est pas un économiste en chambre marxiste mais un libéral affirmé et qui dirige la recherche de la banque Natixis, est sur la même longueur d'onde : *« La dynamique du capitalisme est aujourd'hui bien celle qu'avait prévue Karl Marx »,* écrit-il dans une note et un livre où il propose des pistes de réformes pour rendre le système socialement plus inclusif.

Car il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. À la lumière des expériences du siècle passé, *« le capitalisme est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres »,* nous disent ces experts libéraux qui osent en finir avec les débats convenus du Cercle des économistes.

En revanche, l'astre Marx a cessé d'illuminer la scène politique proprement dite. Obnubilés par la dénonciation des élites et guidés par le ressentiment, les partis populistes ignorent les analyses « marxiennes ». Le populisme serait-il la maladie sénile des sociétés matérialistes, pour paraphraser une formule fameuse ?

Il retient curieusement l'attention des tenants les plus enthousiastes de la mondialisation libérale.

C'est presque du pop marxisme. La télévision publique chinoise a encore fait la démonstration de la facilité avec laquelle le régime se moule dans les codes visuels du XXe siècle. Dans le talk-show organisé sur la première chaîne (CCTV-1) à l'occasion des deux cents ans de la naissance de Karl Marx (1818-1883) et diffusé en prime time, la propagande a montré sa nouvelle jeunesse.

Sur le plateau, doté d'un décor évoquant ceux habituellement montés pour les émissions de divertissement ou de talk-show, se meuvent une présentatrice en tailleur rose, des étudiants (triés sur le volet) et deux professeurs d'université spécialistes du marxisme. Face à eux, un public de jeunes gens qui écoutent sagement.

Le programme, tranquillement intitulé « Marx avait raison », a le rythme et le langage de la télé d'aujourd'hui : témoignages, interventions du public, petites vidéos documentaires, rythme rapide. Le téléspectateur n'a pas le temps de s'ennuyer. Il s'agit de célébrer l'auteur du Capital et de souligner en passant, cela va de soi, la justesse de pensée du numéro 1 chinois, Xi Jinping : « S'il n'y avait pas eu le "changer le monde" du marxisme, je crains qu'on n'aurait pas eu la chance de bénéficier de la belle vie de la nouvelle ère », lance une des universitaires. « Nouvelle ère », l'expression avait été utilisée 36 fois par le président chinois en octobre 2017 dans son discours tenu devant les délégués du 19e congrès du Parti communiste.

Alternant parties didactiques sur la vie et la pensée de Karl Marx, présenté au milieu de ses amis et de ses adversaires, et moments de discussion sur son actualité, l'émission comporte cinq volets, diffusés cinq soirs consécutifs. Non sans une pointe d'ironie, les intervenants évoquent la « mode Marx » qui s'abat selon eux sur l'Occident depuis la crise des subprimes en 2008 : « Je ne savais pas que Marx avait autant de fans en Occident », commente une jeune fille. Elle dit « fans », comme si Karl s'était transformé en chanteur de pop à la mode avec compte indispensable sur Weibo, l'équivalent de Twitter en Chine. Bref, il s'agit de montrer que Marx, c'est branché, alors que la plupart du temps, les étudiants chinois subissent, sans guère se passionner, les cours de marxisme obligatoires.

Cette émission a été le versant grand public d'une semaine entièrement consacrée à Marx, avant le 200e anniversaire, célébré le 5 mai, qui s'est décliné également en de nombreux événements, discours et hommages. Ce retour spectaculaire au sens propre de celui qui fut toujours considéré comme l'un des prophètes du communisme reflète à merveille le nouvel accent qu'entend donner Xi aux commémorations.

Depuis son arrivée au pouvoir, il s'emploie à redonner au parti tout son lustre, notamment en rappelant son passé héroïque et en évoquant ses figures tutélaires. Marx vient ici conforter l'ancrage du régime dans une histoire longue et glorieuse, celle de l'émancipation du prolétariat. En avril, lors d'une session d'études du bureau politique, Xi a recommandé aux cadres du Parti communiste chinois de « bien étudier et de bien appliquer » le Manifeste du Parti communiste, l'un des ouvrages emblématiques du philosophe allemand, coécrit avec Engels. En novembre 2017, Chen Xi, le responsable du département de l'organisation, une sorte de super-DRH du Parti communiste, s'était inquiété : certains responsables auraient perdu la foi, « ils ne croient plus en Marx et Lénine mais dans les fantômes et les dieux . Il faut dire, à leur décharge, que l'autre pilier du régime est la célébration des valeurs traditionnelles... Pas si facile, pour certains cadres du régime, de faire la part des choses. Entre Marx et Confucius, leur coeur peut balancer...

En redorant le blason de Karl Marx en Chine, Xi Jinping effectue une belle pirouette : il se désigne comme héritier du penseur de la lutte des classes, alors même que la puissance asiatique est l'un des pays les plus inégalitaires du monde et a développé une économie d'Etat grâce aux recettes du capitalisme le plus sauvage. Marx, à des milliers de kilomètres de là, au cimetière londonien de Highgate, doit tressauter dans sa tombe.

Zach Snyder a été sélectionné pour diriger l'adaptation de l'univers DC Comics à l'écran en raison du succès de ses deux films tirés de romans graphiques, *Watchmen* et *300*. Dans ces longs-métrages, il a révélé toute la mesure de son talent visuel, c'est-à-dire de sa capacité à donner vie aux planches d'une bande dessinée. C'est donc tout naturellement qu'il a été appelé à le faire à nouveau, pour l'univers DC.

Mais, puisqu'il y a un «mais»... Les influences en matière de bande dessinée de Zach Snyder remontent à une époque, celle des années 1980, où les auteurs faisaient des expériences, comme Alan Moore avec *Watchmen* et *The Killing Joke* et Frank Miller avec *Batman: Dark Knight*. Ces bandes dessinées étaient totalement déconnectées de l'univers standard des comics. Elles incarnaient la subversion et la déconstruction du genre des superhéros. Zach Snyder explique: *«La différence entre "Watchmen" et une bande dessinée normale est la suivante: avec "Gotham City", on est transporté dans une autre monde, dans lequel le superhéros a un sens; "Watchmen" aborde cela d'une autre manière, en superposant presque ses héros dans notre monde, et en changeant notre façon de le percevoir à travers ce nouveau prisme.»*

Il n'y a rien de mal à raconter une histoire qui déconstruit le genre, mais il faut bien comprendre que, de ce fait, l'histoire se situe en dehors du genre, au sens Heisenbergien. Watchmen, The Killing Joke et Batman: Dark Knight sont tous trois d'excellents comics, qui pourraient donner d'excellents films. Mais ils ne peuvent pas constituer la base de l'univers du comics cinématographique. Jeter les bases d'un genre et le déconstruire sont antonymes. À cet égard, Zack Snyder et Warner Brothers avaient des objectifs très différents mais semblent ne s'en être jamais rendus compte.

Les bases d'un univers du comics sur grand écran doivent refléter les bases du comics lui-même. Une fois que ces bases sont établies, il est possible, comme dans le comics, de se diversifier et de s'aventurer dans la déconstruction. Comme l'a indiqué Snyder dans la citation plus haut, elles servent à transporter le public dans un autre monde. La nature même de l'histoire de superhéros nécessite qu'elle se place dans un monde imaginaire, puisqu'elle repose sur l'incrédulité et impose à l'auteur de créer les règles d'un nouveau contexte. Les caractéristiques physiques doivent être malléables, l'essence des personnages qui ont prospéré pendant des décennies doit être cernée.

C'est ce que Marvel Studios a fait et ce que Warner Brothers a échoué à faire. Marvel a construit son univers sur l'essence de ce que les gens aimaient dans ses comics. La société de production a aussi compris que pour attirer les masses vers ce qui était jusqu'alors une culture de niche, il fallait les amadouer. Elle nous a d'abord délicatement apporté *Iron Man* et a utilisé Nick Fury pour susciter notre curiosité vis-à-vis de *Captain America*, puis de *Thor*. Elle nous a fait adorer ces trois personnages, puis a étanché notre soif en les réunissant dans *Avengers*.

La tâche aurait pu être bien plus aisée pour Warner Brothers. Leurs personnages étaient beaucoup mieux connus du grand public. Ils n'avaient peut-être même pas besoin d'ajouter les personnages avec lesquels tous les enfants ont grandi. Mais ils l'ont fait et leur univers déconstruit s'est tellement éloigné de celui des bandes dessinées de notre enfance que les personnages sont devenus méconnaissables et que le public a perdu ses repères.

Le plus grand succès de l'univers cinématographique DC est *Wonder Woman* et tout dans ce film montre que ce que nous avons vu ci-dessus est vrai. Patty Jenkins et Allan Heinberg ont fait le choix de s'extirper du cynisme et de la déconstruction pour donner au public la «Wonder Woman» qu'il connaissait et aimait. Ce film reflète ainsi ce qui plaît dans le comics depuis quatre-vingts ans.

L'explosion des sources d'information non vérifiées, qui donne à chacun la possibilité d'écrire et de diffuser sa propre « vérité », sans avoir de comptes à rendre sur sa méthode et sans le truchement d'un journaliste dont le métier est justement de vérifier l'information, complique singulièrement la tâche du citoyen. Celui-ci se retrouve confronté à des arguments pseudo-scientifiques, à la base de nombreux pseudo-complots, sur lesquels il est incapable d'avoir un avis éclairé. Le nombre de sites et de théories du complot farfelues sur la question du climat, en particulier, donne le vertige.

Que faire face à ce déluge ? Tout d'abord, encourager le système éducatif à apprendre très tôt l'esprit critique et à distinguer les sources fiables de savoir des autres. Partager et expliquer ensuite la méthode scientifique, que singent par exemple – soit par incompétence, soit par malhonnêteté – certains de ceux qui nient que l'homme réchauffe le climat. Les chercheurs doivent enfin continuer d'être ouverts, honnêtes et transparents sur les enjeux sociétaux des vérités qu'ils découvrent. Le fonctionnement du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est basé sur ce triptyque et a ainsi obtenu la confiance des Etats, qui ont enfin signé un accord sur le climat à Paris, en 2015. Par le biais des sociétés savantes et autres organismes, les chercheurs de vérité peuvent aussi revigorer les réseaux de la science populaire et participative.

La grande fierté des chercheurs en sciences naturelles et humaines est de contribuer à faire avancer la connaissance du monde qui nous entoure et des rouages de nos sociétés. Leur aspiration profonde est que cet édifice d'« explications de la réalité », patiemment bâti au cours des siècles, serve l'intérêt général. Les défis actuels – compétition cognitive, cacophonie médiatique, crise de l'expertise, individualisme – supposent un effort particulier pour sortir du scepticisme radical et prendre le temps de retisser les liens de confiance entre les institutions garantes de l'intérêt général et les citoyens.

Amis chercheurs, sortons de nos laboratoires, prenons toute notre place dans la société et organisons notre irremplaçable expertise à l'abri des conflits d'intérêts. Citoyens, prenons le temps de redécouvrir la confiance dans la science. Ensemble et soutenus par nos élus, entretenons le pacte qui lie vérité scientifique et société, condition du progrès de l'humanité. C'est un enjeu démocratique majeur. ◆

Or, si les initiatives nationales et européennes visant à accroître la modération des plates-formes numériques sont louables, elles ne font qu'une partie du chemin pour s'attaquer efficacement au problème. Ne mettre en cause que la responsabilité des réseaux sociaux peut en effet avoir des effets pervers. Le risque est que ces acteurs prennent le parti de mettre en place des outils automatisés dont le modèle même entraînerait des formes de censure involontaire. Par exemple : comment un tel outil traiterait-il un propos du type : *« Si tu ne viens pas à mon anniversaire j'te tue ! »*, échangé entre deux adolescents sur Facebook ?

Par ailleurs, ces codes de conduite ignorent la réalité du phénomène auquel font face les modérateurs. Dans la mesure où un contenu peut être dupliqué en moins d'une minute, puis « viralisé » dans le monde entier, réagir en 24 heures est beaucoup trop long. Outre le volume de ce qu'ils ont à traiter, les acteurs du Net doivent enfin s'adapter aux spécificités culturelles des internautes : un contenu acceptable dans un pays ne le sera plus dans un autre.

Les réseaux sociaux comportent certes des risques, mais ils représentent également un formidable outil de développement de la démocratie et du débat participatif. Il est donc temps de mettre en place des dispositifs qui visent à protéger la prise de parole et à l'encourager. Dans ce domaine, les plates-formes ont leur rôle à jouer. Mais il est important de rappeler la responsabilité qui incombe également aux pouvoirs publics, dans un contexte où le droit existant n'est pas appliqué sur Internet.

Comment les autorités publiques devraient-elles agir ? En faisant, d'une part, évoluer les textes existants afin de les adapter au nouveau contexte qu'impose Internet. En luttant d'autre part contre la prolifération des *fake news*, rumeurs et propos diffamatoires diffusés sur les réseaux sociaux, qui alimentent la crise de confiance des citoyens envers les médias traditionnels. Afin de restaurer cette confiance, il est notamment essentiel que l'Etat soutienne les éditeurs de presse en ligne. Ceux-ci disposent en effet de moyens limités, alors même qu'ils demeurent les garants de la qualité de l'information.

Parallèlement, les acteurs d'Internet doivent jouer leur partition, et agir de manière coordonnée au niveau de chaque Etat membre. Afin de prendre en compte les aspects culturels et juridiques spécifiques à chaque pays, ces acteurs doivent adopter une charte commune comportant une série de mesures à l'échelon national, et pas seulement européen.

En conclusion : il y a urgence à agir ! La protection du principe de liberté d'expression ne peut plus aujourd'hui faire l'économie d'une modération efficace des contenus sur Internet. Il en va de la préservation du débat démocratique, et du maintien du vivre-ensemble au sein de notre société. ◆

L'idée du « Daily Me » décrit un phénomène propre à Internet, par lequel chacun peut créer son propre univers de communication, peut choisir ce qu'il souhaite lire, entendre ou voir à tout instant. Si vous ne souhaitez vous intéresser qu'à un seul enjeu, par exemple l'immigration clandestine et les dangers qu'elle soulève, ou encore le génie de Voltaire, c'est possible. Une telle personnalisation semble séduisante au premier abord et, d'une certaine façon, elle étend notre liberté. Après tout, avons-nous vraiment envie d'être confrontés à des points de vue que nous rejetons, ou de nous intéresser à des sujets qui nous ennuient ?

Le problème, c'est que la démocratie et la liberté exigent que l'on soit aussi exposé à des expériences que nous n'avons pas présélectionnées ou prévues – mais aussi à des expériences que nous partageons avec d'autres. Cela implique de s'intéresser à ce que les autres pensent, de découvrir des problématiques qui nous sont étrangères (par exemple les défis rencontrés par l'Afrique du Sud, les problèmes de santé en Italie, ou l'innovation technologique en Allemagne). Pensez aux expériences personnelles que vous faites à Paris, ou à la lecture d'un grand journal de référence. Vous êtes alors loin d'un « Daily Me », d'un repli sur vos préférences personnelles, mais plus proche d'un quotidien commun, d'un « Daily Us ». Cela élargit notre horizon, et c'est de cette manière, en réalité, que notre liberté s'accroît.

L'avènement de l'islam fut l'une des révolutions suprêmes de l'histoire de l'humanité : voilà qui ne souffre pas de contestation. Dès lors, le simple fait de s'apercevoir que, de toutes les preuves écrites composées avant l'an 800, les seules traces que nous possédons relèvent soit d'infimes fragments, soit du chatoiement illusoire des mirages n'en est que plus accablant. A l'évidence, aucun empire ne peut s'édifier dans le silence mais, en somme, aujourd'hui, nous n'entendons de la fondation du califat que le bruit et la fureur de contes écrits plusieurs siècles après et qui ne signifient rien, ou du moins très peu de chose. Les voix des guerriers arabes qui démembrèrent les empires antiques de Perse et de Rome, et celles de leurs fils, ainsi que les voix de leurs fils à leur tour – sans compter celles de leurs filles et de leurs petites-filles – ont toutes été réduites au silence, totalement, et pour l'éternité. Ni lettres, ni discours, ni journaux, si tant est que quiconque en ait écrit, n'ont survécu ; aucun indice signalant ce que pensaient, ressentaient ou croyaient ceux qui ont véritablement vécu l'instauration du califat. Imaginons que nous ne possédions aucun récit de témoins directs de la Réforme protestante, de la Révolution française ou des deux guerres mondiales. (...) Loin d'être né dans la pleine lumière de l'Histoire, l'islam a vu sa naissance enveloppée de ce qu'un nombre croissant d'exégètes percevaient comme un rideau de ténèbres presque impénétrables.

A n'en pas douter, très peu d'érudits oseraient prétendre que le Prophète n'a jamais existé. Un personnage du nom de Muhammad semble bien avoir fait intrusion dans la conscience de ses quasi-contemporains. Une source chrétienne évoque « un faux prophète » à la tête des Sarrasins lors d'une invasion de la Palestine. Ce texte fut écrit en 634 – deux ans à peine après la date traditionnellement retenue pour le décès de Muhammad. (...) Rappelons que ce fut autour de l'an 800 que les musulmans se résolurent enfin à écrire et à conserver des biographies consacrées à Muhammad. Nous ne pouvons savoir avec certitude ce qu'il a pu advenir d'éventuelles versions antérieures du récit de sa vie, mais il est une hypothèse sur laquelle insiste un auteur, Ibn Hichâm en personne. L'essentiel de ce que les générations antérieures ont consigné de la vie du Prophète, soulignait-il dans un commentaire sévère, était faux, insignifiant ou sacrilège ■

Pour la première fois dans l'histoire, la nation militairement et économiquement dominante, les Etats-Unis, ne dominera plus économiquement la mer : ils n'abriteront pas dans l'avenir les premiers ports du monde et ne contrôleront pas les premières sociétés d'armement naval. En revanche, les Etats-Unis seront durablement le pays le plus avancé en matière de transport de données sous-marines, et en câbles sous-marins à venir, qui seront initiés et contrôlés par des firmes privées américaines. Facebook et Google ont ainsi commencé à déployer 6600 kilomètres de fibre optique sous-marine entre l'Etat de Virginie et la ville de Bilbao, en Espagne. Ce câble disposera de huit paires de fibres et aura une capacité initiale estimée de 160 térabits par seconde ; ce sera la plus importante capacité de transport de données entre les deux continents, et elle pourra augmenter facilement grâce à une grande interopérabilité avec des équipements de réseaux multiples. Ces deux firmes américaines développent aussi ensemble un autre câble, de 12800 kilomètres de fibre optique sous-marine ultrarapide, liant Hongkong à la Californie ; il entrera en service en 2018. Un autre câble américain doit relier New York à Londres avec un débit de 52 térabits par seconde. Un autre câble direct entre les Etats-Unis et le continent européen, aboutissant à Marseille, va s'interconnecter avec les câbles desservant le Moyen-Orient, l'Inde et l'Asie.

La violence sociale et la violence économique recoupent bien souvent les lignes de partage communautaire. L'Amérique post-raciale d'Obama est un mythe. Aujourd'hui encore, neuf fois sur dix, c'est un policier blanc qui tire sur un Noir désarmé. La moitié des jeunes afro-américains estiment d'ailleurs qu'ils n'atteindront pas l'âge de 35 ans. Cette perception de leur avenir est exagérément pessimiste, mais elle peut aisément s'expliquer par des considérations objectives. À commencer par le fait qu'un Noir sur trois né aujourd'hui ira à un moment ou à un autre de sa vie en prison...

L'Amérique est consciente de cette violence. Elle n'ignore rien du racisme de sa police, de la misère de ses 50 millions de pauvres, de ses tueries de masse. Elle sait que deux guerres mal conduites, l'Irak et l'Afghanistan, l'ont ruinée et ont ruiné son prestige. Elle voit ses vétérans mendier dans les rues, quand ils ne se suicident pas au rythme fou d'une vingtaine par jour, comme durant l'année 2013. Elle sait qu'elle engloutit plus de la moitié de son budget dans un complexe militaro-sécuritaire qui n'assure ni la victoire, ni la tranquillité. Résultat, il n'y a plus d'argent pour le reste, et notamment les infrastructures. Soixante-dix mille ponts sont à réparer d'urgence, les passages à niveau défectueux se comptent par dizaines de milliers (240 morts en 2014 !), des trains déraillent et les routes, y compris dans les plus grandes villes, sont truffées de nids-de-poule... Une partie de la population est consciente du problème mais une autre, majoritaire, y compris au Congrès où se situe le vrai pouvoir, ne s'en formalise pas.

« Pour comprendre l'Amérique, il faut comprendre les républicains », m'a dit un jour un ami, fin connaisseur du pays, avant d'avouer que, néanmoins, lui-même avait parfois du mal à s'appliquer cet adage.

Comment comprendre en effet des gens qui estiment que la meilleure riposte aux tueries de masse dans les écoles et les campus serait d'armer les professeurs ? Comment comprendre les mêmes qui pensent sérieusement qu'augmenter le salaire minimum, avec lequel il est impossible de vivre (à peine sept euros de l'heure), mettrait en péril la première économie mondiale ? Comment les suivre lorsqu'ils donnent systématiquement raison au policier qui abat le « suspect » non armé, parfois dans le dos, parfois même alors qu'il est menotté ? Comment accepter qu'ils choisissent toujours l'intérêt particulier contre l'intérêt général ? L'argent et le profit contre le bien public...

Les républicains sont la caricature de l'Amérique. Ils en incarnent les pires clichés. Mais ils n'en ont pas le monopole.

Avec cette propension un peu dérisoire à tout ramener à l'Hexagone, bon nombre d'observateurs français ont voulu voir en Trump un Le Pen américain. Mais Trump n'est pas cela. Il incarne avant tout l'homme de la rue fatigué de voir son pays en difficulté. Il redonne du courage aux victimes des deux guerres, celles d'Irak et d'Afghanistan. Il promet de rendre leur fierté aux familles laminées par la grande récession. Trump, ce n'est pas le parti de la peur et du repli sur soi. Trump, c'est le rêve américain ressuscité. Du moins veut-il le faire croire. C'est une ode à l'esprit d'entreprise et de conquête. C'est un plaidoyer pour le risque. Trump ne s'est pas adressé à ses concitoyens en leur promettant un salaire minimum à 20 dollars ou la retraite à 60 ans. Bien au contraire. Et pour faire passer son message, il n'a cessé de vanter sa réussite personnelle, de mettre en avant sa fortune.

Trump a aboli le politiquement correct qui a étouffé le pays depuis des décennies. Il a supprimé les intermédiaires. Tous ces middle men qui cisèlent les discours des candidats, pèsent au trébuchet ce qu'il faut dire et penser et aseptisent la parole politique au point qu'elle devient inaudible. Trump a fait campagne sans spécialiste des sondages, sans porte-parole, sans apparatchik. Trump, le super communicant, a parlé directement aux gens, employé des mots qu'ils croyaient perdus. Il a appelé un Latino un Latino, et l'Amérique a applaudi.

Sa victoire, c'est aussi la défaite de Barack Obama. Le président sortant s'est engagé comme personne aux côtés d'Hillary Clinton. Elle incarnait la continuité. Les Américains ont dit stop ! Stop aux dynasties, stop aux politiciens professionnels et aux discours trop bien huilés. À tous ceux qui s'interrogeaient sur le bilan réel des deux mandats de Barack Obama, l'élection de Trump apporte une réponse claire. C'est un bilan négatif, sanctionné de la manière la plus nette qui soit.

Que va faire Donald Trump de cette victoire ? La grande force des idées simples qu'il incarne à merveille fera-t-elle un programme ? Et le Parti républicain, après avoir fait la fine bouche, va-t-il courir au-devant du succès, se rallier derrière son improbable champion... ?

Son meilleur atout, finalement, c'est l'état du pays. Il suffira peut-être de pas grand-chose pour transformer une aventure improbable en un mandat acceptable.

En attendant le futur, l'Amérique de Donald nous sidère par son simplisme et sa brutalité. Désormais, elle apparaît comme l'ultime avatar d'un pays qui s'éloigne de nous.

Avant, nous vivions isolés dans un espace partout disparate et morcelé. Nous savions peu de la vie à la ferme voisine, quelques détails du village, quasi rien du chef-lieu ; que pouvions-nous apprendre de Paris et de l'étranger, sinon par des rumeurs ? La propagande politique accentua, pendant la guerre, cette brisure de communications. Je ne connais personne qui ait entendu vraiment le fameux appel gaullien du 18 juin. Chaque belligérant inondait de parasites les émissions de radio diffusées par l'adversaire. Tout message nous parvenait brouillé. Restaient les mensonges des on-dit. L'absence d'information accula bien des gens à de mauvais choix et à des crimes, parfois ; pardonnez à l'ignorance plutôt que d'accuser la pire volonté. Voilà pour l'information.

Plus tard, j'eus à mesurer les distances au savoir. Mieux valait habiter Paris ou une grande ville pour accéder aux bibliothèques, aux universités, aux centres documentés. Un renseignement, une citation pouvaient coûter des journées de voyage et des heures de recherche. Clic, aujourd'hui, un centième de seconde pour le même résultat. Science concentrée avant, ici et là, mais rare ailleurs, savoir désormais distribué presque partout.

Oui, Petite Poucette sait tout. En information, pas toujours en connaissance.

Guerre et paix

Avant, nos aïeux firent la guerre de 70, nos pères, jeunes, celle de 14, où tombèrent presque tous nos paysans, vint ensuite, dès 36, la guerre civile en Espagne, dont la sauvagerie ensanglanta ce pays magnifique ; s'ensuivirent la guerre mondiale 39-45, avec son cortège d'abominations racistes, plus les conflits coloniaux, Indochine et Algérie, où je dus porter les armes. Mon grand-père échappa aux débâcles de Sedan, les gaz délétères blessèrent mon père au milieu des bombes de Verdun, je dus finir l'expédition de Suez… de sorte que, pendant un siècle, ma famille et moi connûmes la guerre, la guerre, la guerre… De ma naissance à l'âge adulte, mon corps se forma, bras et jambes, cœur et cerveau, de guerre, de guerre, de guerre.

Depuis lors, nous vécûmes soixante-cinq ans de paix, ce qui n'était point arrivé, en Europe occidentale du moins, depuis l'*Iliade* ou la *Pax Romana*. Les générations de guerre, les miennes, préparèrent et réalisèrent ces six à sept décennies, plus heureuses que les bains de sang d'antan. Or le calme de la paix incite à l'oubli, alors que le bruit et la fureur des conflits ne quittent jamais le souvenir. Villes et hameaux leur dressent même des monuments aux morts, aux listes insoutenables. Grand-Papa Ronchon souffrirait-il de lacunes commémoratives ? Ne passe-t-il jamais sur la place de villages vides désormais ? La paix d'aujourd'hui, est-ce moins divertissant que ces guerres d'antan ?

Avant, ces boucheries perpétuelles et autres crimes d'État, goulag ou Shoah, tuèrent cent millions de victimes.

Si tous les êtres humains sont égaux en droits et en dignité, pourquoi ne le sont-ils pas en richesse? La réponse, chacun la connaît : c'est qu'une égalité en droit n'assure aucune égalité de fait, sinon dans les domaines, bien rares, où le droit règne seul. Lors d'une élection, chaque bulletin compte autant que n'importe quel autre. Mais les individus, dès qu'ils sortent du bureau de vote, n'en restent pas moins inégaux en force, en intelligence, en courage, en talent, en amour, en générosité... Pourquoi l'inégalité des revenus et des patrimoines est-elle moins bien acceptée, spécialement en France, que celle des capacités ou des vertus? Parce qu'elle dépend des hommes plus que du hasard, et de la société plus que de la nature.

Nul ne peut abolir les différences qui tiennent aux aléas de la génétique ou de la santé (quoi de plus injuste que la mort d'un enfant?). Il serait assez simple d'abolir, ou peu s'en faut, les différences de richesse : une fiscalité radicalement redistributive (par exemple un taux marginal de 100%, pour l'ISF comme pour l'impôt sur le revenu) nous rapprocherait sensiblement de cet idéal... Les riches seraient ruinés ou fuiraient le pays. Nous serions tous égaux, et tous pauvres. Le faut-il? La réponse n'est pas à chercher seulement en amont, du côté des principes, mais aussi en aval, du côté des résultats prévisibles.

C'est la position de John Rawls, le plus célèbre et sans doute le plus grand des philosophes politiques du XX^e siècle. À quelles conditions des inégalités sociales et économiques peuvent-elles êtres justes? À deux conditions, répond Rawls : d'abord qu'elles soient attachées à des fonctions ouvertes à tous, dans des conditions d'égalité des chances; ensuite qu'elles soient favorables au plus grand nombre, et notamment que les plus désavantagés eux-mêmes en profitent, au moins indirectement.

Les deux exigences de Rawls n'en constituent pas moins une espèce d'idéal régulateur, dont on peut au moins s'approcher. Aucune société ne peut être juste sans un système efficace de redistribution. Mais aucune ne saurait être prospère, qui voudrait s'enfermer dans l'égalitarisme. Comment redistribuer, sans créer d'abord de la richesse? Et pourquoi créer de la richesse, si nul ne peut s'enrichir? Pragmatisme vaut mieux qu'utopie. Ce n'est pas la richesse qu'il faut combattre; c'est la pauvreté. Ce ne sont pas les inégalités qui posent problème; ce sont les injustices. ■

Beaucoup de ses réformes vont dans le sens d'une modernisation du pays et sont donc nécessaires. Mais, comme l'a noté le politologue Jérôme Jaffré, les Français ne voient pas (ou pas encore) en quoi elles constituent un progrès. Ainsi s'explique le fait que le couple exécutif soit minoritaire dans l'opinion. Ce dispositif comporte deux angles morts. Le premier a trait à la dépense publique, que l'on sait en France trop élevée et pour partie de moindre efficacité. Or, rien de significatif ne pointe à l'horizon. Le second, plus préoccupant encore, est l'absence d'un projet social. Manque à Emmanuel Macron d'avoir livré sa vision de ce que peut être la société française dans les dix ou quinze ans qui viennent. N'a-t-il pas fallu attendre le cri d'alarme des maires de banlieues pour que soit dépêché le bon soldat Borloo ? Emmanuel Macron voit peut-être la question sociale au prisme de son éducation (chez les Jésuites) qui fait de l'exigence vis-à-vis de soi-même et de la volonté personnelle l'alpha et l'oméga d'une vie. Au fond, la doctrine sociale d'Emmanuel Macron pourrait être : « Aide-toi, Macron t'aidera ! »
Quant au mode d'exercice du pouvoir, il a été résumé par le nouveau leader de Force ouvrière, Pascal Pavageau : « *Je pense, donc tu suis.* » En langue officielle, on parle plutôt de verticalité. Dans ce domaine, Emmanuel Macron fait le contraire de ce qu'il a promis. Exit le « pacte girondin », place à la recentralisation. Il a tort car il devrait être plus attentif au fait que tout s'ordonne et s'ordonnera davantage à partir des territoires, qui sont autant de réservoirs de dynamisme et porteurs de solutions.
Reste cette phrase par laquelle il résume sa philosophie : « *Ce qui me rend optimiste, c'est que l'Histoire redevient tragique.* » Mais le tragique, c'est ce qu'il est impossible de dépasser par le compromis. C'est ce que l'on ne peut pas dénouer. A moins de tout faire reposer sur les épaules d'un homme providentiel nommé Emmanuel Macron. ■

D'Emmanuel Macron nous ne savions rien ou presque. Un an plus tard, sommes-nous plus avancés ? Deux constantes apparaissent : la première est l'évident, l'immense plaisir qui saisit cet homme dans l'exercice de sa fonction. Il est heureux d'être là, heureux d'en remontrer, heureux d'être l'interlocuteur des grands de ce monde. La seconde est un goût prononcé et un soin permanent pour sa propre mise en scène. Cela avait débuté à la Pyramide du Louvre ; cela s'est poursuivi au Palais de Chaillot ; et nous n'avons sans doute encore rien vu. Car il se sait, à juste titre, le dépositaire d'une double dimension : l'exercice du pouvoir et « l'incarnation du pays ».
De ce dernier point de vue, convenons qu'il a très vite trouvé la bonne dimension et qu'il a réinsufflé de la solennité et du dynamisme. Son gain principal se situe hors des frontières, où l'image de la France a fait un bond spectaculaire, au bénéfice de l'attractivité du pays. Servi, comme depuis le début de son parcours, par le facteur chance : Trump est un repoussoir (la facilité eut été de le traiter comme tel ; son approche est donc plutôt maligne, même si elle peut s'avérer inefficace) ; Poutine est de plus en plus un épouvantail ; Angela Merkel est affaiblie ; Theresa May, empêtrée. Emmanuel Macron est donc seul à pouvoir porter les valeurs européennes face au nouvel empereur de Chine…
Le second acquis est le socle que constitue ce slogan simple, mais de nature à esquisser une réconciliation des Français avec la politique : il fait ce qu'il dit. Le train de réformes – leur existence et non nécessairement leur contenu – a permis d'installer cette idée et explique la bienveillance dont l'opinion le gratifie : on le critique, mais on le laisse avancer. C'est pourquoi *« la convergence des luttes »*, chère au couple Mélenchon/Martinez, n'est pas au rendez-vous.

Les progrès scientifiques et techniques donnent naissance à de nouveaux outils qui posent un certain nombre de questions éthiques inédites quant à leur utilisation et susceptibles de modifier notre façon de vivre. Prenons le cas des recherches sur le génome. Le séquençage de l'ADN humain à haut débit permet désormais d'analyser les gènes rapidement et pour un coût abordable. Cette technique n'est accessible en France que sur prescription médicale, lorsqu'il existe une pathologie familiale susceptible d'être associée à l'anomalie d'un gène. Plusieurs pays ont développé des offres de séquençage via Internet pouvant ouvrir la voie au diagnostic pré-conceptionnel [Ndrl. : qui utilise les ovocytes de sorte à ne retenir que les sains avant une fécondation], bien qu'il n'y ait pas de relation étroite entre la mutation d'un gène et la survenue d'une maladie. Le risque est de déboucher sur une médecine à deux vitesses, avec, derrière, une marchandisation des données de santé. L'arrivée des ciseaux moléculaires, capables de corriger des gènes défectueux sur un embryon humain, constitue également une technique nouvelle pouvant être vue soit comme une avancée thérapeutique, soit comme un outil porteur d'une forme d'eugénisme. En pratique, la convention d'Oviedo, signée en 1997 par la France et 28 autres pays, interdit de pratiquer des modifications génétiques transmissibles à la descendance.

C'est, depuis le début de la grève à la SNCF, l'un des mantras des détracteurs de la réforme : il ne faudrait surtout pas « opposer » les Français les uns aux autres. Mais ce charmant appel à la paix des ménages et à l'unité de la nation fait bon marché d'une réalité têtue : à bien des égards, l'intérêt des agents de la SNCF (et, plus largement, des agents de l'Etat) est objectivement en conflit avec celui des autres Français.

En théorie, les agents des services publics sont pourtant là pour nous servir ! Comment leur intérêt et le nôtre pourraient-ils être désalignés ? L'explication est à rechercher du côté du fonctionnement interne des organismes publics. La sociologie a montré qu'une inévitable dérive bureaucratique les portait à la confusion des buts et des moyens et, in fine, à la captation du pouvoir par les agents : ceux-ci revendiquent en permanence des avantages pour eux-mêmes qu'on leur accorde généralement, ce qui renchérit le coût du service et/ou en amoindrit la qualité. Les grandes organisations privées sont certes elles aussi exposées à cette tentative de « détournement ».

Mais, dans le privé, les actionnaires, qui ont comme objectif unique la pérennité et la rentabilité financières, jouent les forces de rappel.

L'actionnaire public, lui, est tiraillé entre son souci d'efficacité du service et bien d'autres considérations : illusion que mieux rémunérer les fonctionnaires nourrit la croissance, fantasme de la vitrine sociale, clientélisme électoral… Fleurissent ainsi, au fil du temps, privilèges et tolérances qui se traduisent par plus de dépense et moins de qualité.

Après la création de plus de 15 000 postes par Bertrand Delanoë et Anne Hidalgo, les effectifs de la ville de Paris sont désormais quatre fois supérieurs à ceux de Tokyo (13 millions d'habitants, contre 2 millions pour Paris), capitale qui, elle, est parfaitement propre et tenue. Ces agents bénéficient de onze semaines de congé auxquels ils ajoutent, en moyenne, vingt jours d'absence par an. La chambre régionale des comptes a souvent pointé ces anomalies qui coûtent plusieurs centaines de millions d'euros par an au contribuable parisien.

Les collectivités locales, spécialement laxistes, admettent presque toutes des temps de travail annuels très inférieurs aux (pourtant bien légères) 1 607 heures annuelles fixées par décret. Cela n'empêche pas les agents des conseils régionaux des Hauts-de-France ou d'Occitanie d'y ajouter trente-quatre jours d'absentéisme par an – deux fois la moyenne du privé. On peine à voir comment cela serait dans l'intérêt des administrés… Les formidables avantages sociaux de la RATP sont vantés par tous les sites d'emploi, en particulier les *« douze à dix-huit jours de congé supplémentaires »* – total pour un machiniste : 121 jours par an ! Difficile d'imaginer que cela soit sans rapport avec la fréquence des métros, qui s'effondre après 19 h 30, ou celle des bus, qui chute à chaque début de vacances scolaires, forçant les voyageurs à s'entasser dans des véhicules bondés.

La SNCF présente la particularité qu'on y trouve à peu près toutes ces joyeusetés, plus un déficit annuel colossal couvert par nos impôts et des performances en net déclin. On ne peut nier, ici, que l'ensemble des Français paient le prix des privilèges d'une poignée d'entre eux : les intérêts sont visiblement antagonistes. Ce qui « oppose » les uns aux autres, ce n'est pas la réforme, ce sont les faits. ■

Nous devons à saint Benoît l'élaboration des principales règles monastiques, par la suite adoptées par de nombreux ordres autres que celui des Bénédictins. Une de ces règles concerne le noviciat. Ce noviciat ne signifie pas que le moine aspirant à la vie monastique n'a pas la foi ; la congrégation qu'il a choisie ne doute pas de son inclination à servir Dieu sur terre, mais le novice doit lui-même comprendre les exigences de sa vocation et être sûr de les respecter. On rentre en effet, à la fin du noviciat, dans les « ordres »...
Selon saint Benoît, le noviciat dure de douze à vingt-quatre mois.
Le noviciat, dans le sens commun du terme, désigne un état de fait marqué par l'hésitation, l'interrogation, le tâtonnement, l'erreur...
Il est tentant de faire un parallèle avec la politique et notamment les alternances politiques. On ne naît pas président de la République, on le devient, souvent par vocation. Mais la fonction présidentielle, que d'aucuns qualifient de sacerdoce, est unique, originale. L'histoire de la Ve République démontre qu'à chaque mandature, en tout cas à chaque première mandature, il y a une période de noviciat, et qui dure effectivement entre un et deux ans, d'ailleurs plutôt deux ans qu'un.
On a tous à l'esprit les débuts de la Ve jusqu'aux accords d'Evian. On se souvient des relations compliquées entre Jacques Chaban-Delmas et Georges Pompidou, avant la période de stabilisation avec Pierre Messmer. Les deux premières années du septennat de Valéry Giscard d'Estaing avec Jacques Chirac comme Premier Ministre furent particulièrement chaotiques, en attendant que Raymond Barre reprenne en main la situation. Et que dire des deux premières années folles du premier septennat de François Mitterrand avec Pierre Mauroy... jusqu'à ce que Laurent Fabius arrête les dégâts. On pourrait aussi évoquer les premières années brouillonnes du second septennat de François Mitterrand, ou celles du premier septennat de Jacques Chirac qui dissout l'Assemblée nationale après seulement... deux années d'exercice du pouvoir !
Ce syndrome du noviciat a également caractérisé le second mandat de Jacques Chirac, le quinquennat de Nicolas Sarkozy et, de manière encore plus marquée, celui de François Hollande.
Les années Ayrault resteront dans l'histoire comme celles du Grand Noviciat : tout et n'importe quoi !

Nous sommes lents, et c'est parce que nous sommes bien réels. C'est – de la – physique. Nous sommes des corps qui pensent, bougent et travaillent le monde réel. Lentement. En fait, dans notre quotidien, rien ne se déplace vraiment vite, en particulier rien de ce qui contribue à la vie.

Dans le film de science-fiction *Her*, Scarlett Johansson est une intelligence artificielle consciente qui n'existe que par sa voix. À la fin du film, elle s'en va, lassée par l'homme bien trop lent pour elle. La vitesse de traitement de l'information par les machines est une réalité quotidienne : elle est plus élevée que dans notre cerveau par des ordres de grandeur. Je ne sais pas calculer sans ambiguïté à quel point une machine qui traite de l'information est plus rapide que nous.

« Le mouvement est notre seul moyen d'interagir avec le monde, que ce soit pour chercher de la nourriture ou pour attirer l'attention d'un serveur. En effet, toute la communication, y compris la parole, le langage gestuel, les gestes et l'écriture, passe par le système moteur. De ce point de vue, le but du cerveau humain est d'utiliser des signaux sensoriels pour déterminer les actions futures ». C'est par ces mots que Daniel Wolpert, spécialiste en neurosciences, souligne comment le fait de bouger dans le monde réel détermine notre mode de fonctionnement, à commencer par celui de notre cerveau.

Admettre que l'existence de notre cerveau est d'abord liée au fait que nous nous déplaçons et que nous bougeons conduit à mieux situer ses performances. En fait, autour de nous, pour les objets et les êtres vivants à notre échelle, rien de ce qui est contrôlable, en particulier de ce qui contribue à la vie, ne va vraiment vite.

Usain Bolt, pour courir le 100 mètres en moins de 10 secondes, finit à 45km/h, soit dix fois la vitesse de la marche. Quand nos machines font vraiment beaucoup mieux, quand elles sont capables de générer et de contrôler des mouvements, disons 1 000 fois plus rapides que la course d'Usain Bolt, ce n'est pas sur terre. L'objet humain le plus rapide est, dit-on, la sonde Helios 2 avec une vitesse de 252 792 km/h. OK, ça, c'est vraiment rapide ! Mais elle fait une trajectoire pratiquement en ligne droite et dans l'espace vide et immense. Dans ces conditions, il est bien plus facile d'aller vite : il n'y a rien autour. En comparaison, à notre échelle, dans notre environnement, rien ne va vraiment vite. Les voitures les plus rapides vont seulement 10 fois plus vite qu'Usain Bolt. Les avions commerciaux font encore mieux bien sûr. Mais en fait, pas considérablement mieux.

Une voiture sans pilote est un robot : rapide, précis, qui ne commet pas d'erreur d'inattention et ne se fatigue pas. Mais c'est d'abord une voiture avec 4 roues, un moteur et une réserve d'énergie qui finit par s'épuiser. Quand l'intelligence artificielle est liée à cette technologie des mouvements et des gestes exécutés par des robots, quand elle suppose le déplacement de masses qui sont à notre échelle, elle fait face aux mêmes contraintes que nous. Il lui faut par exemple beaucoup d'énergie. Comme nous le faisons en mangeant et en respirant, elle devra toujours transporter sa réserve d'énergie et veiller à son approvisionnement.

Grâce aux robots, l'I.A, elle bouge donc bien plus vite que nous, mais ne pourra jamais bouger *considérablement* plus vite. Nous ne serons jamais infiniment lents par rapport aux robots. La physique et la chimie le garantissent. Nous coexisterons toujours avec les robots que nous créons. Mais est-ce nécessairement une bonne nouvelle ?

Car nous ne sommes pas que lents, nous sommes aussi mous et fragiles. Les accidents de la route et les dévastations par les armes en témoignent malheureusement quotidiennement. Ajouter un contrôle automatique précis et efficace, en fait une intelligence artificielle spécialisée, à des mouvements assez rapides pour l'être trop pour nous peut aussi être une perspective cauchemardesque, même si le gain en vitesse reste limité.

« Une fois mises au point, les armes autonomes mortelles permettront aux conflits armés d'être menés à une échelle plus grande que jamais et à des échelles de temps plus rapides que ce que l'homme peut appréhender. »

C'est avec ces mots rapportés par *The Guardian*, qu'Elon Musk (Tesla) et Moustafa Suleyman (Alphabet) associés à un collectif de 116 experts issus de 26 pays réclament l'interdiction des armes autonomes. On se souhaite donc une bonne lucidité collective avant qu'il ne soit trop tard.